

# La Sociale

Feuille mensuelle du Groupe de la  
Métropole lilloise de la Fédération Anarchiste

Décembre 2002

## POUR DES SERVICES PUBLICS LIBERTAIRES



Depuis l'accession au pouvoir du gouvernement Chirac/Raffarin, des mouvements encore trop isolés ne cessent d'apparaître contre la politique de casse des services publics. En octobre, c'est autour d'EDF-GDF que le mouvement était parti, et le 26 novembre, c'est l'ensemble des services publics, quel qu'en soit le statut, qui a décrété une journée de mobilisation, même si on assiste une fois de plus à une dispersion syndicale. Ceci étant, tout comme en 1995, les anarchistes participent à ce mouvement. Pourtant, la question peut sembler contradictoire au premier abord : nous sommes anti-étatistes et nous défendons les services publics. Depuis 1983, droite et gauche confondues organisent leur mise en coupe réglée (sous prétexte de rentabilisation), tout comme ils organisent la casse de la protection sociale.

Aujourd'hui, on renforce une fois de plus la précarité de l'emploi dans les services publics (destruction du statut de surveillant...). Les politiques récentes de décentralisation visent avant tout à renforcer le poids des élus et du patronat locaux dans la gestion et les objectifs de services publics. Déjà de nombreuses entreprises publiques ont été dépecées pour conserver à l'Etat les parties les moins rentables et brader au patronat celles susceptibles de rapporter : privatisation de France Telecom après sa séparation d'avec la Poste ; séparation par le ministre communiste Jean-Claude Gayssot de la SNCF en deux entreprises : la SNCF (les trains) et le Réseau Ferré de France (les rails...) avant l'ou-

verture à la concurrence du secteur. Même chose pour EDF et GDF. La France vient ainsi de donner son accord à une privatisation totale du secteur de l'énergie européen que Chirac et Jospin avaient combattu - élections oblige - au printemps dernier à Barcelone.

### L'État Providence : une escroquerie

Depuis la Seconde Guerre Mondiale jusqu'au début des années 80, les services publics furent considérés, avec la protection sociale, comme des béquilles du marché, destinés à atténuer la féroce exploitation du capital. C'était le fameux État Providence. Peu de gens se rendaient compte qu'il constituait une belle escroquerie : cette *providence* provenait en fait directement des revenus du travail, donc du prolétariat et de tout un chacun. Et beaucoup ont oublié que la Sécurité sociale n'était pas gérée par l'État mais par les organisations syndicales. Mais si l'État avait développé certains services publics, et nationalisé certaines entreprises, ce n'était pas par charité. Il répondait à des impératifs de formation de la main d'œuvre pour les entreprises (éducation), et de développement (aménagement du territoire, énergie...), quand il ne s'agissait pas de visées natalistes (allocations familiales) ou néo-coloniales (banques, Elf...). Mais il répondait aussi à la pression constante de l'agitation sociale et devait céder devant certaines revendications ouvrières, en matière de protection sociale notamment. (Suite p.2)

### EDITO

Alors ce vaste mouvement social, c'est pour quand ? On a failli y croire fin novembre, avec ces grèves dans le public et dans le privé. Mais si certaines durent (France 3, inspecteurs du permis...), les routiers ont été rapidement réduits au silence par un gouvernement briseur de grève. Les premiers barrages ont été délogés à grands coups de matraque et de propagande des médias sur la grogne-des-usagers-pris-en-otage. Découragés, les premiers mouvements de contestation l'ont été aussi par les magouilles électoralistes des gros appareils syndicaux. Alors que certains syndicats font de la publicité sur les panneaux 4x3, les autres, - hormis la CNT et les SUDS - se livrent à une foire d'empoigne pour se démarquer de leurs concurrents. C'est à qui se montrera tour à tour le plus « constructif », puis le plus « docile », à l'approche des élections prud'homales et paritaires. Le tout en veillant à segmenter les luttes afin d'attirer les voix sur son nom propre. Et l'intérêt des travailleur-se-s, des chômeur-se-s, des étudiant-e-s dans tout ça ? Nous avons toutes et tous de bonnes raisons de gueuler. Ne soyons pas dupes des manœuvres d'appareils et défendons-nous nous-mêmes, à la base. Tou-te-s ensemble !

le monde  
libertaire

Hebdomadaire de la FA  
Chaque jeudi en kiosque.

# POUR DES SERVICES PUBLICS LIBERTAIRES

(Suite de la Une) Les services publics, comme la protection sociale, étaient donc conçus comme des remèdes aux incohérences du marché et comme l'outil d'une certaine cohésion sociale dans une société inégale et qui devait absolument le rester.

Depuis le milieu des années 70, la faiblesse du mouvement social, due principalement à la pression du chômage, a ouvert la voie à une revanche des tenants du capital. La mission des services publics dans le cadre de l'État s'en est trouvée bouleversée. Impératifs de rentabilité financière, méthodes de gestion libérale, concurrence avec des entreprises privées aux objectifs purement financiers, baisse des effectifs, flexibilité, recours massif aux emplois précaires, services minimum pour les pauvres et services payants pour les riches... La liste des maux est longue. Et nous avons été de toutes les luttes contre ces régressions.

## L'État : un patron comme les autres

Est-ce-à-dire que nous prônons un pur et simple retour à la situation précédente ? A l'État Providence ? Bien évidemment non. C'est que nous faisons une distinction très nette entre la notion d'État et celle de service public. Ce n'est pas la qualité du propriétaire qui nous importe (privé ou étatique, ou les deux à la fois selon une pratique désormais bien établie du capitalisme à la française). C'est la fonction d'utilité sociale pour la population qui est déterminante.

Et les services publics étatiques ne brillent pas davantage que leur version libérale des mille feux de l'égalité et de la solidarité. On y applique la centralisation, la hiérarchie, le corporatisme, voire trop souvent un nationalisme bêlant dans un but prioritaire (quel que soit la bonne foi de celles et ceux qui y travaillent) : servir avec zèle tous les pouvoirs. Ainsi, l'Éducation nationale, qui passe pour un des fleurons des services publics, demeure fondamentalement une école de l'inégalité des chances, du tri social et de la reproduction de la division sociale.

Bref, tous ces prétendus services publics auxquels il faudrait rajouter l'armée, la police, la

magistrature, les impôts et les usines d'armement, ne gèrent en rien l'intérêt général au bénéfice de la population. Alors ?

## Pour des services publics autogérés par toutes et tous

Alors nous ne voulons évidemment pas en revenir aux administrations casernes toutes puissantes. Dans une civilisation évoluée, les services publics sont un droit inaliénable donc : non marchands, d'accès libre, universels, ils garantissent l'égalité des citoyens et sont facteurs d'entraide sociale. Ils touchent toutes les activités indispensables à la vie en société : éducation, logement, santé, transport, communication. De nouveaux champs apparaissent : gestion de la ville (au sens large), gestion des ressources naturelles, distribution alimentaire, énergie, culture...

Nous prônons la socialisation des moyens de production. Cela ne signifie évidemment pas leur *nationalisation* si chère à l'Union de la Gauche. Cela signifie leur appropriation et une gestion collectives par les producteurs et bénéficiaires.

La vision que nous avons des services publics est donc la suivante :

1) des services collectifs, sociaux, donc autogérés collectivement par les acteurs et bénéficiaires de ces services. Cela n'ira peut-être pas sans poser de problème, notamment de conflit d'intérêt entre producteurs de ces services et consommateurs. Mais l'autogestion et le fédéralisme sont pour nous la seule voie qui nous permettront d'échapper à la fois à l'aumône ultralibérale et au caporalisme étatique. Et qui dit autogestion dit nécessairement égalité économique et sociale des salarié-e-s.

2) des services gratuits. Des transports gratuits, l'éducation réellement gratuite, le logement gratuit, l'énergie, les communications, la nourriture, l'eau, la santé... gratuites sont les seuls vecteurs réels d'égalité sociale. Cette gratuité se conjugue avec l'autogestion et le fédéralisme (avec un rôle central pour les communes) pour assurer la cohérence de la gestion des ressources. C'est pour nous un premier pas vers un véritable communisme libertaire.

## EN BREF

★ **Acharnement anti-syndical.** Pour la deuxième fois en 5 mois, le tribunal d'instance de Roubaix a annulé sur requête de la direction la désignation des délégués syndicaux CNT de la Redoute, jugeant que ce syndicat (60 adhérent-e-s dans les locaux roubaisiens) n'est pas représentatif. Le délégué syndical CFTD n'a, lui, pas été inquiété par la direction après avoir agressé physiquement la secrétaire de section CNT. Vous avez dit syndicalisme de connivence ?

★ **Que fait la police ?** Un syndicat SUD-Intérieur, se crée et regroupe des « fonctionnaires de police, de préfecture, de la sécurité civile... ». Il appelle à une « régularisation massive, généreuse et nécessaire » des sans papiers et participera à leur prochaine manif nationale... Reste à savoir s'il est du ressort d'un syndicat de défendre les forces de répression de l'État. Les anarcho-syndicalistes ont depuis longtemps tranché la question : pas de flic ou de maton chez eux.

★ **Intégration.** Une taxe pouvant s'élever à 220 euros va maintenant être exigée lors de la délivrance d'un premier titre de séjour.

★ **Démocratie-locale-directe-participative-de-quartier.** « Moins on sera présents, plus on sera contents ». Par cette formule martelée de multiple fois, Martine Aubry entendait montrer toute l'importance qu'elle attacherait à l'investissement des habitants dans les Ateliers Urbains de Proximité sur le Bd Lebas et les Maisons Folies. On a une meilleure idée : que la municipalité prenne de très longues vacances. Les habitant-e-s se chargeront de tout. Directement.

## GRÈVE À ESTERRA : GESTION PRIVÉE D'UN SERVICE PUBLIC

Cette filiale des groupes Suez-Lyonnaise des Eaux et de Vivendi est l'un des principaux entrepreneurs privés de collecte et de tri des déchets. Une grève a démarré à Lille le 28 octobre. Une nouvelle convention collective des activités du déchet est en effet applicable depuis le 1er juillet. Les salarié-e-s réclamaient son application, comme dans les entreprises parisiennes, ce qui correspond à une augmentation de 46 euros par mois. La CGT n'appelait pas à la grève, la trouvant prématurée. Pierre Mauroy, président de la communauté urbaine, qui avait privatisé ce service public, et Martine Aubry, maire de Lille, tous deux donneurs d'ordre dans l'attribution de ce marché, ont refusé d'intervenir dans le conflit et de défendre les salariés.

Les trois dépôts (Wambrechies, Sequedin et Wasquehal) ont été bloqués jours et nuits. Le 1er novembre, la police est intervenue au dépôt de Wambrechies. Cela a eu pour effet de renforcer la grève dans les deux autres centres. Et la CGT a appelé à deux jours de grève en signe de protestation. La Direction a tenté d'exiger la reprise du travail en préalable à toute discussion, mais devant la détermination des grévistes, elle a finalement accepté de négocier. Après 12 heures de discussion, elle lâchait la reconnaissance de la convention collective. Ce qui fit déclarer le 5 novembre à l'un des grévistes : « nous avons décidé la reprise du travail ; nous avons obtenu notre augmentation de salaire, mais aussi la satisfaction d'avoir fait plier la direction pour obtenir nos droits. »

★ **Insécurité** : Julien Dray (PS) et Jacques Toubon (UMP) ont été arrêtés le même jour pour circulation sur une voie de bus.

Circonstances aggravantes : l'un téléphonait au volant, l'autre n'avait pas attaché sa ceinture. Ces sauvages ont tous les deux insulté les flics qui les avaient arrêtés. SUD-Intérieur serait sur le coup...

★ **Transpole** : le père Noël remplacé par Big Brother : Fin décembre dans la métropole lilloise, 205 nouveaux « agents de prévention » viendront donner une touche supplémentaire de bleu marine au métro. En juin, ils seront 888 au total, assistés de 500 véhicules d'intervention d'urgence et de 1142 caméras de surveillance. Avec les Contrats Locaux de Sécurité, tout le monde peut jouer dans Loft Story ! Eric Quiquet, adjoint au maire et chef de file des Verts locaux, s'en félicitait juste avant d'aller manifester contre le projet de loi Sarkozy.

★ **La guerre des gangs** n'aura pas lieu. Dans le Val de Marne, malgré le témoignage d'un agent de la BAC, la fameuse « police des polices » (l'IGS) a été incapable de retrouver les auteurs du tabassage de deux prévenus dans un commissariat. Un non-lieu a été prononcé après que le juge ait refusé la reconstitution des faits « en raison du très important nombre de policiers sur les lieux ». Quand on vous dit qu'ils sont trop nombreux !

★ **Après les paillotes, les blockhaus ?** Près de Sangatte, des CRS sont soupçonnés d'avoir incendié un blockhaus qui servait d'abri à des réfugiés refusés au centre de Sangatte.

**CONTRE L'IMPÉRIALISME, RÉSISTANCE INTERNATIONALE**

**QUI VEUT LA GUERRE, PRÉPARE LA GUERRE !**



Prague, 21 nov. 02  
manif contre  
le sommet de l'Otan

**A**près avoir obtenu de l'ONU un chèque en blanc, les faucons de la Maison Blanche et du Pentagone fourbissent leurs armes en prévision d'une guerre qu'ils peuvent maintenant déclencher quand bon leur semble. Dans une ambiance d'enjeux pétroliers et d'inflation du budget et des commandes militaires, les va-t-en-guerre du Pentagone ont déjà dépêché sur la zone 3 porte-avions. Ils ont également mentionné dans un rapport la possibilité d'utiliser des armes nucléaires tactiques (bombes B 61-11 dites de « faible intensité »). Peut-être une façon de prolonger les accords de désarmement nucléaire signés entre les USA et l'URSS en se débarrassant des stocks d'obus tactiques nucléaires entassés au temps où (Guerre Froide oblige) on prévoyait de les utiliser sur le « Théâtre Centre-Européen » ? Bien que le battage médiatique autour de ce rapport *secret* puisse faire passer cette information pour de la pure intox, n'oublions pas que les Docteurs Folamour de l'US Army et les marchands de canons (que Bush caresse dans le sens du poil à hauteur de 351,1 milliards de dollars) piaffent d'impatience d'utiliser leurs joujoux mortels. Rappelons que lors de la précédente Guerre du Golfe (1991), l'actuel *Axe du Bien* avait fait un usage immodéré d'obus perforants à l'uranium appauvri. On attend donc avec impatience les protestations silencieuses des Verts qui à l'époque de la guerre du Kosovo s'étaient alignés au garde-à-vous pour soutenir la solution guerrière.

Au rayon Hi-Tech, en plus des satellites, on pourra assister à la mise en service des « e-bombs », armes de guerre électroniques capables de réduire à néant systèmes de communication, radars, ordinateurs... Voilà de quoi relancer l'enthousiasme du marché des nouvelles technologies (NASDAQ), un peu mis à mal ces derniers temps. Comme quoi une guerre sale - pour les populations civiles irakiennes victimes de « dommages collatéraux » - peut toujours purifier les finances des conglomérats pétroliers et militaro-industriels.

Mais ces préparatifs ne font pas l'unanimité, même au pays de l'Oncle Sam. En témoigne la mobilisation autour des collectifs *Not In Our Name* (Pas en notre Nom) et *No War for Oil* (Pas de Guerre pour le Pétrole) : en pointant clairement les objectifs réels de la politique étrangère de Washington, elle lui retire toute caution populaire. Au pays phare de la démocratie, certain-e-s ont déjà tâté de la matraque en raison de leur manque subversif d'enthousiasme à soutenir une croisade destinée à faire baisser le prix du baril de pétrole. D'autres, comme les dockers de la côte ouest des USA, risquent de voir la soldatesque débarquer dans leurs ports pour réprimer leur grève. La guerre serait-elle une affaire trop sérieuse pour que sa logistique puisse reposer sur des travailleurs dont le syndicat (ILWU) avait refusé de transporter des marchandises militaires durant les guerres sales des USA en Amérique centrale et bloqué tout trafic durant le sommet de Seattle ?

**Prague N21 :  
une fête des puissants  
dans une cité de fantômes**

Les 21 et 22 Novembre se tenait à Prague (République Tchèque) un sommet de l'OTAN. Cet instrument militaire au service des intérêts impérialistes de l'occident regroupe autour des USA la Belgique, le Canada, la République Tchèque, le Danemark, la France, l'Allemagne, la Grèce, la Hongrie, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège, la Pologne, l'Espagne, la Turquie et le Royaume-Uni. Bref de quoi sécuriser militairement le trafic en mer du Nord (pétrole), en Méditerranée (accès au Proche-Orient) et verrouiller l'Atlantique Nord. Au programme des discussions, la guerre contre l'Irak et l'élargissement de l'OTAN à des pays d'une zone centre-européenne et balkanique que l'Europe s'était montrée incapable de sécuriser.

Pour accueillir autant de chef d'Etats le gouvernement tchèque avait mis les bou- **(Suite p. 4)**

# QUI VEUT LA GUERRE, PRÉPARE LA GUERRE !

(Suite de la p. 3) chées doubles. Le ministère de l'Intérieur a organisé une vaste propagande de terreur préventive : il a recommandé à la population de ne pas adresser la parole aux protestataires, de ne pas abuser de la patience des policiers et de quitter Prague si possible (ce que firent plus de 20.000 habitants). Il a aussi orchestré une campagne de diffamation contre les anarchistes en les accusant de s'entraîner dans des camps secrets aux techniques de guérilla urbaine. Frontières fermées, tractations avec les services secrets des pays limitrophes pour empêcher la venue de militants radicaux, espace aérien gardé par les chasseurs américains, déploiement de 12.000 hommes (dont 3.000 d'unités anti-émeutes, 4.500 militaires avec véhicules et 150 soldats US...). Avec un tel état de siège certains chefs d'Etat ont été jusqu'à se plaindre de n'avoir vu de Prague que des véhicules militaires.

Malgré le souvenir de la féroce répression policière de septembre 2000, près de 3.000 anarchistes (dont des centaines venus des pays d'Europe de l'Est) ont répondu à l'appel de la Fédération Anarchiste Tchèque (CSAF), de l'organisation des Anarchistes Révolutionnaires – Solidarité (ORAS) et de l'Alliance Féministe du 8 Mars, et refusant d'être terrorisé-e-s par l'Etat, ils et elles ont manifesté contre la guerre, l'impérialisme et pour la révolution sociale.

Conscients du faible impact de leur action (les médias ne s'intéressent guère aux manifestations qui ne sont pas suivies de « débordements »), nos camarades Tchèques ont malgré tout dignement prouvé que la concertation collective et la solidarité sont des armes au service de la résistance à la barbarie capitaliste. Résistance qu'ils s'emploieront à intensifier localement, grâce à la solidarité d'organisations comme la Fédération Anarchiste Polonaise, les

Action Anti-Fasciste (AFA) de Slovénie et de Croatie, etc...

## Gênes :

### Un mort ne leur a pas suffi !

Plus d'un an après le meurtre de Carlo Giuliani en Juillet 2001, la répression contre toute velléité de révolte à l'ordre marchand se poursuit en Italie. Dans la nuit du 14 au 15 Novembre, plus d'une vingtaine de militants anti-mondialisation du sud de l'Italie ont été arrêtés sous prétexte d'« association subversive » ou d'avoir « attaqué l'ordre politique et économique ». En fait les juges les accusent d'être des organisateurs du Black Block et d'avoir planifié et participé à des actions visant à « dévaster » la ville de Gênes. Preuves à l'appui : des perquisitions qui ont permis aux carabiniers de dénicher des passe-montagnes, des bâtons et des barres de fer. Notons que lors du G8 en 2001 à Gênes, la police de Berlusconi avait déjà organisé d'importantes rafles d'armes dans des milieux estimés violents et exposé le fruit de leurs investigations aux journalistes de la presse internationale : quelques cagoules, canifs de poche, bâtons...

C'est donc avec des amalgames aussi grossiers que « contestataire = terroriste » que le gouvernement italien compte essayer de faire taire tous ceux et celles qui se sont déjà révoltés et continuent de le faire contre un système social inique et prêt à toutes les guerres actuelles ou à venir pour assurer d'importants profits à ses commanditaires.

Rien ne justifiera jamais la voracité meurtrière des puissants qui pensent dominer le monde.

Rien ne fera jamais taire ceux et celles qui veulent saboter leur projets. Contre l'impérialisme et la guerre, résistance, désobéissance !



## AGENDA



★ ven. 06 déc. : **débat et projection** contre les lois sécuritaires et la construction de nouvelles prisons. Autour du film *Le Trou*. 19h, à l'Univers, rue Danton à Lille. Organisé par le collectif *La Brèche*.

★ sam. 07 déc. : **mobilisation nationale des sans papiers**. Manif à Lille. 15h, place de la République.

★ jeu. 12 déc. : 2e réunion de l'*Appel contre les politiques sécuritaires* (APU, CSP59, CDDSP, CNT, FA, MRAP et individus). 19h à la MNE, 23, rue Gosselet à Lille.

★ dim. 15 déc. : **manif nationale contre les lois sécuritaires** (LSQ, LSI ...) à Paris. Cet appel est relayé à Lille par la FA. Rendez-vous 15h, place de la République.

Feuille d'information publiée par le Groupe de la Métropole lilloise de la FA. Envoi gratuit sur demande. Imprimée par nos soins.

Abonnement de soutien : 1 an -10 euros. Chèques à l'ordre de C.E.G.



## QUI SOMMES-NOUS ?



**La Fédération anarchiste compte en France et en Belgique plus de 80 groupes organisés ensemble sur la base du fédéralisme libertaire dans le strict respect de l'autonomie des groupes.**

**Ses groupes s'expriment dans son hebdomadaire (*Le Monde libertaire*), des livres et brochures (les *Editions du Monde libertaire*), et en région parisienne sur sa propre radio (*Radio Libertaire-89.4*) qui existe depuis plus de 20 ans.**

**Plus d'infos sur le site : [www.federation-anarchiste.org](http://www.federation-anarchiste.org).**

**Vous pouvez rencontrer le groupe de la métropole lilloise :**

- chaque dimanche : de 12h à 13h vente du *Monde libertaire* au marché de Wazemmes (Lille) ; de 10h30 à 12h en alternance aux marchés de l'Épeule (Roubaix) et de Croix .
- mercredi : 12h-14h, table de presse dans le Hall de l'Université de Lille III.
- vendredi : 20h-21h, écoutez *La Voix sans Maître*, émission du groupe et du Centre Culturel Libertaire sur Radio Campus-106,6.

**Notre adresse : FA, c/o ALDIR, BP 79, 59370, Mons-en-Barœul.**

**Email : [groupe-lille@federation-anarchiste.org](mailto:groupe-lille@federation-anarchiste.org).**